

ARRÊTÉ n°2024-0739 du 27 mai 2024

**portant mise en demeure de l'installation classée pour la protection de l'environnement
exploitée à Parlan par SAS SALAISONS LABORIE ET FILS
de régulariser sa situation concernant les valeurs de ses rejets aqueux**

Le préfet du Cantal

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L 171-8;
- Vu** le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de M. Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 31 mars 2023 portant nomination de Mme Elodie MAREAU, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-1306 du 03 juillet 1997 portant autorisation d'exploitation d'un atelier de découpe, transformation et conservation de produits carnés par la SAS SALAISONS LABORIE ET FILS ;
- Vu** les articles 9-2 et 9-3 de l'arrêté du 03 juillet 1997 concernant les conditions de rejet des effluents ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-522 du 21 avril 2023 portant délégation de signature à Mme Elodie MAREAU, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Cantal ;
- Vu** la convention de rejet relative aux conditions de déversement des effluents du site dans le réseau communal en date d'octobre 2015 ;
- Vu** le contrôle annoncé du 26 mars 2024 concernant les rejets aqueux du site ;
- Vu** le rapport d'inspection du 08 avril 2024 transmis à l'exploitant ;
- Vu** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant ;

Considérant le non-respect de certains paramètres d'analyse des effluents aqueux avant rejet au réseau collectif prévus à l'article 3-B de la convention de déversement sus-visée ;

Considérant que le manquement est récurrent et concerne particulièrement la DCO, DBO5 et MES;

Considérant dans ces conditions qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS SALAISONS LABORIE ET FILS de respecter ces prescriptions ;

ARRÊTE

Article 1 :

La SAS SALAISONS LABORIE ET FILS dont le siège social est situé à « Le Bourg » 15290 Parlan, est mise en demeure dans un délai de 6 mois de :

- respecter les valeurs limites d'émissions définies par la réglementation sus-mentionnée avant rejet au réseau d'épuration communal ;

Le délai fixé ci-dessus court à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative peut aussi être saisie aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 4 :


Le présent arrêté est notifié à la SAS Salaisons Laborie et fils et est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

Une copie en est adressée à :

- Monsieur le maire de Parlan
- le chef de l'unité interdépartementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme délégué pour le département du Cantal de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe,



Elodie MAREAU